



Conseil de sécurité

Distr. générale
2 juin 2009
Français
Original : anglais

Lettre datée du 2 juin 2009, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint la lettre datée du 13 mai 2009, que j'ai reçue du Secrétaire général de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir en porter le texte à l'attention des membres du Conseil de sécurité.

(Signé) **Ban Ki-moon**



Annexe

**Lettre datée du 13 mai 2009, adressée au Secrétaire général
par le Secrétaire général de l'Organisation du Traité
de l'Atlantique Nord**

Conformément aux résolutions 1386 (2001) et 1510 (2003) du Conseil de sécurité, je vous fais tenir ci-joint un rapport sur les opérations de la Force internationale d'assistance à la sécurité pour la période allant d'août 2008 à janvier 2009. Je vous serais reconnaissant de bien vouloir le porter à l'attention des membres du Conseil de sécurité.

(Signé) Jaap de Hoop Scheffer

Pièce jointe

Rapport trimestriel au Conseil de sécurité sur les activités de la Force internationale d'assistance à la sécurité

Introduction

1. Le présent rapport, établi conformément à l'obligation énoncée dans la résolution 1386 (2001) du Conseil de sécurité de faire périodiquement rapport à ce dernier sur l'exécution du mandat de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS), couvre la période allant du 1^{er} août 2008 au 31 janvier 2009. Au 2 février 2009, l'effectif de la Force était de 57 249 soldats originaires de 26 pays membres de l'OTAN et de 15 pays non membres.

2. Tout au long de la période considérée, la FIAS a continué de prêter assistance au Gouvernement afghan, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. Du 1^{er} août 2008 au 31 janvier 2009, elle a subi 777 pertes au total (113 soldats ont été tués et 664 blessés au combat). Les points importants qui ont marqué cette période sont les suivants :

a) La FIAS a poursuivi ses opérations de sécurité et de stabilisation tout en promouvant la gouvernance, la reconstruction et le développement. Les opérations de sécurité sont menées pour assurer la liberté de mouvement, notamment le long de la route périphérique afghane, renforcer les capacités des Forces nationales de sécurité afghanes et aider le Gouvernement afghan à enregistrer les électeurs. La FIAS a par ailleurs réduit sa présence à Kaboul sur le plan de la sécurité, bien qu'elle continue d'appuyer les Forces nationales de sécurité afghanes. Des opérations conjointes avec les Forces nationales de sécurité afghanes ont notamment permis de transférer du matériel essentiel à la production d'électricité vers le barrage de Kajaki mais, comme pour beaucoup de projets d'infrastructures, le peuple afghan n'en tirera pleinement profit que dans plusieurs années;

b) Tout est fait pour éviter les pertes civiles et les dégâts collatéraux. Les méthodes et procédures sont constamment revues et la FIAS a mis en place un nouveau processus destiné à faciliter les enquêtes qu'elle mène conjointement avec les autorités afghanes, et elle tient des conférences de presse communes avec le Centre gouvernemental de presse et d'information qui vient d'être créé, cela dès qu'elle dispose d'informations nouvelles, afin de promouvoir la transparence;

c) La FIAS continuera dans les mois à venir de privilégier l'appui aux Forces nationales de sécurité afghanes pour assurer la sécurité du processus électoral, notamment lors du déploiement des forces d'appui aux élections pendant la période électorale. La FIAS s'emploiera en outre à accroître la coopération, l'encadrement, la planification et l'exécution conjointe des opérations de sécurité avec les Forces nationales de sécurité afghanes dans l'ensemble du théâtre d'opération. Elle prévoit de maintenir un tempo opérationnel élevé tout au long de l'hiver.

Situation en matière de sécurité

3. Les activités des insurgés dans l'ensemble de l'Afghanistan ont été quelque peu plus intenses que l'an dernier à la même période. L'hiver inhabituellement clément a permis aux forces d'opposition armée d'opérer plus longtemps qu'au cours des hivers précédents, au lieu de regagner leurs sanctuaires et leurs foyers.

Les insurgés ont évité les confrontations directes et de grande ampleur, auxquelles ils ont préféré essentiellement les attentats au moyen d'engins explosifs improvisés et les attentats de moindre envergure visant des cibles vulnérables comme des responsables du Gouvernement ou des membres de la Police nationale afghane ou des Forces nationales de sécurité afghanes. Ils ont fait l'objet de pressions dans des régions où ils ne l'avaient pas été par le passé, ce qui les a forcés à redoubler d'efforts pour protéger leurs voies de communication et préserver leur liberté de mouvement. Ils ont également intensifié leur propagande négative et manifesté une plus grande indifférence à l'égard des victimes civiles durant leurs opérations. Ces facteurs – associés aux statistiques globales de fin d'année montrant un alourdissement considérable du nombre des victimes en 2008 – laissent à penser que ni le Gouvernement afghan ni la FIAS ne sont en mesure d'assurer une sécurité suffisante au peuple afghan. La situation en matière de sécurité dans les commandements régionaux est la suivante :

a) *Commandement régional de Kaboul* : Les forces d'opposition armée ont cherché à entretenir le sentiment d'insécurité à l'intérieur et autour de Kaboul en lançant des tirs directs et des attaques au moyen d'engins explosifs improvisés. Plusieurs incidents se sont produits au cours de la période considérée, le plus grave ayant été l'embuscade tendue à une patrouille de la FIAS dans le district de Surobi. D'autres incidents majeurs ont été les assassinats du juge Alim Hanif, Premier Président de la Cour d'appel du Tribunal central chargé de la lutte contre les stupéfiants, et du Gouverneur de Lowgar dans le district de Paghman, et l'attentat-suicide du 30 octobre 2008 perpétré au moyen de dispositifs explosifs improvisés contre le Ministère de la culture et de l'information. Les insurgés ont recouru à la propagande pour exploiter ces incidents. Malgré ces faits très médiatisés, les Forces nationales de sécurité afghanes sont parvenues à assumer à Kaboul la responsabilité principale de nombreuses tâches en matière de sécurité, qui étaient auparavant confiées à la FIAS. Malgré la menace constante d'attentats au moyen d'engins explosifs improvisés visant des personnalités en vue et des objectifs très payants, l'état général de la sécurité dans le commandement régional de Kaboul s'est amélioré. La menace et un petit nombre d'incidents isolés très médiatisés contribuent cependant au sentiment que les insurgés conservent une forte influence autour de la ville de Kaboul. La FIAS estime que les insurgés ne sont toujours pas en mesure d'acquiescer la liberté de mouvement et de contrôler les zones d'opération nécessaires pour « encercler » Kaboul;

b) *Commandement régional Nord* : La violence insurrectionnelle reste surtout liée aux activités criminelles des groupes armés illégaux. Les insurgés ont tenté d'étendre la violence au-delà des zones pachtounes, sans grand succès. Les intérêts concurrents des potentats régionaux et les divisions ethniques continuent de jouer un rôle important pour ce qui est de juguler l'influence des insurgés;

c) *Commandement régional Ouest* : Les insurgés ont concentré leurs activités sur les provinces de Farah et de Badghis. Dans cette dernière, l'influence et la présence du Gouvernement afghan sont limitées du fait que les anciens, les personnalités influentes opportunistes et les criminels essaient de faire prévaloir leurs intérêts et que la situation a considérablement empiré depuis la libération du

mollah Dastigir^a. La province de Farah est demeurée critique pour les insurgés car c'est un important nœud reliant les sanctuaires aux voies de communication;

d) *Commandement régional Sud* : Les Talibans continuent de polariser leur action sur l'insurrection dans le commandement régional Sud, et déploient les efforts les plus intenses dans la province de Helmand, foyer traditionnel du mouvement taliban dominé par les Pachtounes en Afghanistan. Dans toute la région, les attentats au moyen d'engins explosifs improvisés continuent de se multiplier. Il semblerait par ailleurs que les insurgés soient de plus en plus tributaires financièrement du trafic de stupéfiants, surtout en hiver;

e) *Commandement régional Est* : Globalement, la poursuite des activités des insurgés et l'inefficacité de l'administration dans de nombreuses provinces du commandement régional Est ont atténué l'impact des activités militaires et de reconstruction de la FIAS dans la région. Les forces d'opposition armée, dont l'activité le long de la frontière entre l'Afghanistan et le Pakistan était intense, ont régulièrement franchi cette frontière poreuse pour mener des opérations commando contre la FIAS, les forces de la coalition et les Forces nationales de sécurité afghanes avant de se replier vers leurs sanctuaires illicites au Pakistan. Elles ont en outre redoublé d'efforts pour intimider et prendre pour cibles les responsables du Gouvernement afghan, causant la mort du Gouverneur de Lowgar, Hazrat Din Nur. En raison du terrain très difficile qui longe la frontière entre l'Afghanistan et le Pakistan et du nombre limité de soldats de la FIAS pouvant empêcher les infiltrations en Afghanistan, il est extrêmement ardu de contenir les menées insurrectionnelles dans le commandement régional Est.

L'armée nationale afghane

4. L'armée nationale afghane continue d'enregistrer des progrès réguliers, en accroissant ses capacités et ses moyens tout en menant simultanément des opérations de sécurité et de stabilisation, comme le confirme son rôle plus grand dans la direction des opérations. La mise en place du Ministère de la défense ainsi que de l'armée de l'air accuse cependant un retard considérable par rapport à celles des forces de combat, et l'absence d'équipes de formation en général continue de ralentir la mise en place de l'armée nationale afghane. Si l'on peut se féliciter que les alliés aient annoncé lors du Sommet qu'ils fourniraient des équipes de formation, l'armée nationale afghane n'en aura pas moins besoin, pour poursuivre son développement, de davantage d'équipes. Les avancées réalisées se résument ainsi :

a) *Capacités* : Plus de la moitié des unités de l'armée nationale afghane travaillent actuellement en partenariat avec la FIAS et les forces de la coalition pendant le déroulement des opérations de sécurité et de stabilisation, et 33 % des unités sont capables de mener des opérations de sécurité et de stabilisation au niveau des bataillons avec un appui extérieur limité, bien que beaucoup d'entre elles continuent d'avoir besoin d'un encadrement actif. Malgré cette tendance à la hausse, il faut faire davantage pour que l'armée nationale afghane puisse opérer de manière indépendante et surmonter les difficultés logistiques auxquelles elle se trouve confrontée. Il est essentiel de privilégier le développement du Ministère de la défense et de l'armée de l'air afghane, de doter les forces des outils pratiques

^a Le 15 février 2009, le mollah Dastigir a fait l'objet d'une opération réussie menée par les forces de la coalition.

appropriés et de mettre en place un système durable de soutien logistique pour que l'armée nationale afghane puisse mener des opérations en toute indépendance;

b) *Effectifs* : Les effectifs continuent d'augmenter, l'armée nationale afghane comptant environ 79 000 hommes au 1^{er} janvier 2009, ayant ainsi pratiquement atteint l'objectif de 80 000 hommes. Compte tenu du niveau actuel des effectifs, des tendances historiques et du taux de vacances comblées prévu, l'armée nationale afghane devrait parvenir au tableau final d'effectifs de 134 000 hommes, conformément aux échéances fixées;

c) *Matériel* : Les États-Unis d'Amérique continuent de fournir le gros du matériel et de l'appui financier à l'armée nationale afghane, tandis que les autres pays de l'OTAN assurent l'appui technique. Bien que les dons en matériel demeurent insuffisants, les dons monétaires versés au fonds d'affectation spéciale de l'OTAN au cours de la période considérée ont augmenté. Huit pays ont contribué à ce fonds, ce qui a permis l'achat de matériel d'hiver et le transport de biens précédemment reçus. Le fonds d'affectation spéciale de l'OTAN relatif au matériel couvre toutes les grandes rubriques du programme de dons (frais de transport, achat de matériel, formation, infrastructure et maintien en puissance). Du fait que les États-Unis continuent d'équiper l'armée nationale afghane et que les pays accroissent leur appui au fonds d'affectation spéciale de l'OTAN, l'armée nationale afghane devrait être en mesure de déployer son matériel conformément au plan établi;

d) *Formation* : L'appui fourni par les équipes opérationnelles d'encadrement et de liaison de l'OTAN et les équipes de formation incorporées des États-Unis se révèle indispensable au renforcement de l'armée nationale afghane. Cependant, les besoins en équipes opérationnelles d'encadrement et de liaison continuent de croître, et cette situation entrave sensiblement le développement de l'armée nationale et, indirectement, celui de la Police nationale afghane. Actuellement, environ 80 % des équipes opérationnelles nécessaires sont en place, ce qui représente une hausse par rapport à la période précédente. Le nombre des unités de l'armée nationale afghane continue d'augmenter mais celui des équipes opérationnelles reste insuffisant face à cette expansion, et ce décalage devrait s'accroître d'ici décembre 2009. À la nécessité de déployer des équipes opérationnelles s'ajoute l'hésitation des pays à appuyer activement les écoles d'armes de l'armée nationale afghane, qui risque d'entraver le développement de celle-ci; or ces écoles jouent un rôle clef dans le développement à long terme de l'armée nationale afghane;

e) *Armée de l'air afghane* : Au cours de l'année écoulée, l'armée de l'air afghane, presque entièrement financée par les États-Unis, a élargi ses programmes de formation et sa contribution aux opérations de l'armée nationale afghane dans l'ensemble du pays. Elle compte à l'heure actuelle environ 2 300 hommes, et ce chiffre va croître. Malgré une intervention minimale de la part de l'OTAN et de la FIAS, les activités de formation de l'armée de l'air progressent. Avec l'appui voulu, elle deviendra bientôt le principal facilitateur de l'ensemble de l'armée nationale afghane; pour parvenir dans les délais à l'autosuffisance et au taux de disponibilité requis pour appuyer l'armée nationale afghane dont les rangs ne font que grossir, il lui faudra toutefois compter dans une large mesure sur l'aide de la communauté internationale et de l'OTAN. L'appui de l'OTAN à l'armée de l'air afghane consiste principalement en dons de matériels au Gouvernement afghan. L'OTAN fournit les

effectifs d'un commandement combiné pour la transition des services de sécurité en Afghanistan compte tenu de la demande en pilotes et en moniteurs pour l'entretien. Cet appui accru sera essentiel à la poursuite de la mise en place de l'armée de l'air afghane.

Police nationale afghane

5. Si l'appui à la Police nationale afghane ne relève pas directement de la responsabilité de la FIAS, l'incapacité de mettre en place cette force aussi rapidement que l'armée demeure l'un des obstacles les plus importants à l'instauration de la sécurité et de l'état de droit en Afghanistan. Bien qu'un certain nombre d'initiatives aient été prises pour accélérer la mise en place de la Police nationale, cette dernière reste très en retard par rapport à l'armée. Des programmes tels que le développement ciblé des districts, Capital Jumpstart et le développement ciblé des frontières sont des initiatives prometteuses à l'appui du renforcement des capacités de la Police nationale afghane. Avec le recrutement d'environ 79 000 hommes, celle-ci a pratiquement atteint son objectif (soit 82 000 hommes), mais le nombre d'éléments ayant reçu la formation voulue reste faible et l'absentéisme et la corruption sont des problèmes qui persistent. Par conséquent, à moins que la communauté internationale n'apporte rapidement un appui important sous forme d'encadrement policier et de matériel, le développement de la Police nationale afghane continuera d'accumuler du retard et il faudra d'autant plus longtemps pour mettre sur pied une force efficace. Les principaux programmes progressent comme suit :

a) Le programme de développement ciblé des districts, exécuté par le commandement combiné pour la transition des services de sécurité en Afghanistan, a commencé dans 52 districts choisis et constitue un point central de l'engagement de la communauté internationale en faveur du développement de la Police nationale afghane. L'Allemagne a mis en route en janvier 2009 le développement ciblé des districts dans le commandement régional Nord. Du fait que le programme contribue de manière positive à la sécurité de districts choisis, le Ministère de l'intérieur a approuvé sa poursuite et son élargissement à d'autres districts à compter de janvier 2009. La confiance dans la force de police chargée du maintien de l'ordre civil grandit et pourrait améliorer l'image qu'ont les Afghans de leurs institutions de police. Si les pays ne règlent pas le problème de la pénurie persistante en équipes d'encadrement affectées au programme de développement ciblé des districts, ce dernier devra être prolongé;

b) La mission de police de l'Union européenne en Afghanistan contribue de plus en plus au développement de la Police nationale afghane, notamment dans les domaines de la lutte anticorruption, des enquêtes criminelles, de l'état de droit et de la formation. La décision prise par l'Union européenne de doubler la taille de la mission, actuellement mise à exécution, a donné une nouvelle impulsion à cette dernière;

c) Le programme de développement ciblé des frontières est en train; il vise au perfectionnement des forces de police des frontières afghanes afin d'enrayer l'infiltration d'insurgés par les districts frontaliers du Pakistan. Au cours de la période considérée, environ 1 200 agents de la police des frontières ont suivi le programme et 5 000 autres devraient le faire d'ici septembre 2009. L'équipement de la police des frontières afghane reste nettement insuffisant.

Lutte contre les stupéfiants

6. Les opérations de la FIAS continuent de privilégier la coordination interinstitutions et de chercher à désorganiser l'industrie des stupéfiants grâce à l'appui au Gouvernement afghan et à la communauté internationale. Les équipes de reconstruction de province ont continué de s'employer à donner des orientations aux responsables de la planification dans les provinces, contribuant ainsi à promouvoir les programmes offrant d'autres moyens de subsistance et tirant parti des activités d'information de la FIAS. Il est admis que l'industrie illégale des stupéfiants continue de jouer un rôle dans le financement de l'insurrection. Il existe des éléments de preuves selon lesquels l'argent lié à la production et au trafic de stupéfiants sert à financer directement certaines opérations des insurgés. La FIAS a continué de fournir aux forces afghanes un appui logistique et en matière de renseignement, dans le cadre du mandat actuel et des ressources qui lui ont été confiés pour lutter contre les stupéfiants. Conformément aux conclusions de la réunion des ministres de la défense tenue à Budapest le 10 octobre 2008, la FIAS a cherché à renforcer son appui aux forces afghanes et à défaire le lien entre insurrection et industrie illégale des stupéfiants. La production de drogue continue d'entretenir l'instabilité et la corruption, menaçant directement la gouvernance à tous les niveaux, notamment l'autorité de la police et plus largement l'état de droit. Le soutien que la FIAS apporte aux principales forces du Gouvernement chargées de la lutte contre les stupéfiants tend à décourager activement la production et le trafic de stupéfiants, sans pour autant s'engager directement dans des opérations visant les cultures ou les agriculteurs. Dans le cadre du mandat actuel et conformément au droit international et aux règles d'engagement de la FIAS, les mesures prises seront conformes aux directives de l'OTAN visant à éviter dans toute la mesure possible de faire des victimes parmi les civils.

Gouvernance

7. Malgré certaines initiatives encourageantes, les avancées restent dans l'ensemble lentes pour ce qui est de la mise en place d'institutions nationales et sous-nationales efficaces en Afghanistan. La portée limitée de l'action menée par le Gouvernement et son incapacité d'assurer également la sécurité ou la prestation des services économiques et sociaux dans le pays, associée à une corruption endémique, entravent toute tentative de mettre fin à l'insurrection. Ces problèmes, ajoutés à une grave pénurie de personnel qualifié et compétent, restreignent la capacité des autorités d'accomplir des progrès tangibles. Les seigneurs de guerre, les criminels (en particulier les narcotrafiquants) et les chefs tribaux continuent de saper l'autorité du gouvernement central et provincial pour servir leurs propres intérêts, tandis que les institutions étatiques à tous les niveaux continuent de combattre la corruption (notamment au sein de la police et de l'appareil judiciaire). Il est urgent de mettre en place des institutions étatiques efficaces, qualifiées et durables au niveau sous-national pour que le Gouvernement puisse rallier le soutien populaire; parvenir à une réforme sera toutefois long. La plupart des ministères demeurent inefficaces et manquent de ressources et de personnel compétent et qualifié, et ce manque de capacités institutionnelles rend difficiles l'administration et le décaissement des fonds de développement. Bien que les sondages révèlent un large soutien populaire au Président Karzai, la lenteur des progrès dans l'amélioration de la gouvernance comporte un danger réel que la population afghane se tourne de plus en plus vers d'autres mécanismes locaux et régionaux de gouvernance.

8. L'accroissement des recettes publiques reste l'une des plus grandes difficultés auxquelles se heurte le Gouvernement afghan. Le recouvrement centralisé des impôts est compliqué par le paysage politico-tribal, la situation en matière de sécurité, la corruption généralisée et la difficulté d'imposer un régime fiscal efficace à l'économie parallèle afghane, largement rurale. Il faut apporter des améliorations considérables aux systèmes judiciaire et policier ainsi qu'aux régimes fiscal et douanier, pour que l'Afghanistan puisse financer dans un proche avenir une part importante du budget de fonctionnement à partir des revenus intérieurs. Au vu du ralentissement économique mondial actuel et du récent rapport du Fonds monétaire international critiquant la santé financière du pays, il est certain que l'Afghanistan restera tributaire de la communauté internationale aussi loin qu'on puisse prévoir.

9. Certains signes sont malgré tout encourageants. Ainsi, le Conseil commun de coordination et de suivi a approuvé en octobre 2008 le Directeurat indépendant pour la gouvernance locale et lancé le Programme afghan d'action sociale. Il s'agit là de l'initiative afghane la plus importante en matière de gouvernance sous-nationale, et elle restera au centre des tentatives visant à améliorer la situation jusqu'aux élections des conseils de district, prévues pour le 10 septembre. Le Programme afghan d'action sociale est un programme de gouvernance locale qui fonctionnera par l'intermédiaire des chouras dans les districts et dans les conseils municipaux, et dont les membres seront désignés à l'issue de consultations locales. Cette initiative tend à revitaliser les processus collectifs traditionnels de prise de décisions, dans lesquels la communauté a son mot à dire pour les questions qui la touche. Le programme ne comporte pas de volet de sécurité, du fait qu'il vise à renforcer la sécurité de la communauté en augmentant la cohésion de celle-ci, pour la rendre moins vulnérable aux infiltrations et aux intimidations des extrémistes. Il a été stipulé de manière claire et précise que les conseils n'armeront pas les membres de la communauté et ne dirigeront pas de groupes armés. Un programme pilote a été mené dans la province de Wardak au cours de l'année écoulée, et les résultats rapportés d'abord négatifs, ont commencé à s'améliorer (des conseils communautaires ont été formés et des projets exécutés). Un nouveau programme doit bientôt être lancé dans la province de Helmand.

Développement

10. Au cours de la période considérée, les progrès ont été lents mais réguliers dans plusieurs secteurs du développement. L'accès à l'alimentation s'est accru, grâce à la baisse du prix des denrées et à une meilleure coordination de l'aide humanitaire. Un succès considérable a résulté de l'étroite coopération entre la FIAS et le Programme alimentaire mondial (PAM). Le Gouvernement afghan, la FIAS et le PAM sont parvenus à prépositionner des denrées alimentaires pour l'hiver. Les efforts engagés pour transporter et distribuer les vivres se poursuivent encore et rien n'indique qu'une pénurie alimentaire touchera à court terme l'ensemble de l'Afghanistan. La communauté internationale doit cependant consentir davantage de dons si l'on veut éviter des pénuries alimentaires au printemps et à l'été 2009. Les faibles précipitations, les prix élevés et le manque d'accès à des semences et des engrais améliorés ont entravé le développement agricole. Pour transformer ce secteur, il faudra des investissements du secteur privé mais des obstacles demeurent, liés notamment aux droits fonciers, à la faiblesse de l'état de droit, à la corruption endémique et à l'accès insuffisant aux ressources énergétiques.

11. D'autres services sociaux de base ont progressé de manière variable au cours de la période considérée. Les soins de santé ont globalement connu une amélioration, mais la qualité des soins de santé reste meilleure en ville qu'à la campagne. L'éducation s'améliore également de façon constante, mais continue de pâtir de l'insécurité. La gestion des ressources en eau laisse toujours à désirer et le règlement des problèmes exige une meilleure coordination entre les ministères et entre les donateurs. La production d'électricité a fait quelques progrès mais la production a dans l'ensemble baissé en raison de la sécheresse. L'absence de capacités nationales, l'insuffisance des investissements et le manque d'autonomie, ainsi que les préoccupations liées à la sécurité, entravent la construction et l'entretien des routes. Un aspect positif est la construction de 10 % de la route périphérique au cours du dernier trimestre écoulé. Les principales structures chargées de surveiller et de coordonner le développement dans le cadre de la Stratégie intérimaire de développement national de l'Afghanistan, ainsi que les comités directeurs et les équipes de travail, ont pris un bon départ, mais il reste encore beaucoup à faire pour les rendre pleinement opérationnels.
